

DÉPARTEMENT
DES
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

VILLE DE SAINT-JEAN-DE-LUZ



Conseillers en exercice : 33
Nombre de présents : 30

N° 19 –
ADMINISTRATION
GENERALE

**Gestion et exploitation
de la piscine sports et
loisirs : déclaration sans
suite de la procédure
pour la concession de
services, approbation du
principe de recours à la
concession de services
et relance de la
procédure**

Rapporteur :

M. Etcheverry, 1^{er}
adjoint

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 08 décembre 2023 à 18 heures

Le conseil municipal de la ville de Saint-Jean-de-Luz s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Jean-François Irigoyen.

Présents :

Jean-François Irigoyen, maire
Pello Etcheverry, 1^{er} adjoint
Patricia Arribas-Olano, 2^{ème} adjoint
Jean-Daniel Badiola, 3^{ème} adjoint
Nathalie Morice, 4^{ème} adjoint
Eric Soreau, 5^{ème} adjoint
Christine Duhart, 6^{ème} adjoint
Guillaume Colas, 7^{ème} adjoint
Laurence Ledesma, 8^{ème} adjoint
Jean-Luc Casteret, 9^{ème} adjoint

Manuel Vaquero, Charlotte Loubet-Latour, Delphine de Torregrosa, Thomas Ruspil, Guillaume Boivin, Serge Peyrelongue, Béatrice Chauffard, Loïc Jouenne, Christine Gonzalo, Pascale Fossecave, Benjamin Marcille, Valérie Othaburu-Fischer, Monique Labattut, Bruno Garraialde, Manuel de Lara, Gaëlle Lapix (*jusqu'à la délibération n°6*), Isabelle Tinaud-Nouvian, Pascal Lafitte, Yvette Debarbieux, Marie-Hélène Dupuy-Althabegoity, Hugo Maillos, conseillers municipaux en exercice.

Pouvoirs :

- Sylvie Dargains, conseillère municipale déléguée à Thomas Ruspil, conseiller municipal délégué
- Nicolas Charrier, conseiller municipal à Manuel de Lara, conseiller municipal
- Gaëlle Lapix, conseillère municipale à Isabelle Tinaud-Nouvian, conseillère municipale (*à partir de la délibération n°7*)

Date de la convocation : 01 décembre 2023

Conformément au code général des collectivités territoriales, article L 2121-15, Isabelle Tinaud-Nouvian a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'elle a acceptées.

N° 19 – ADMINISTRATION GENERALE

Gestion et exploitation de la piscine sports et loisirs : déclaration sans suite de la procédure pour la concession de services, approbation du principe de recours à la concession de services et relance de la procédure

M. Pello Etcheverry, Adjoint, expose :

La Commune de Saint-Jean-de-Luz dispose d'un centre aquatique, construit en 2003 sur la plaine des sports de Chantaco, qui propose une offre diversifiée sports et loisirs avec notamment un bassin sportif de 25x15m, un bassin ludique d'environ 100 m², une pataugeoire, deux toboggans intérieurs dotés d'un bassin de réception de 60 m², des espaces et locaux nécessaires au fonctionnement de l'équipement, des espaces extérieurs et un parking.

Depuis le 13 juillet 2021, cet équipement est géré en marché de prestations de services.

Par délibération du 2 juillet 2021, la Commune a approuvé le principe de la concession de service public de type délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de l'équipement aquatique pour une durée d'exploitation de 84 mois, et ainsi autorisé l'exécutif à lancer la procédure de concession de service public et notamment les publicités nécessaires.

La consultation pour ladite procédure a été lancée le 13 juillet 2023. Cependant, il a été constaté, après la réception des plis, que la publication dans la revue spécialisée correspondant au secteur économique concerné n'était pas parue.

Il convient donc aujourd'hui de déclarer sans suite la procédure pour motif d'intérêt général et de relancer une nouvelle procédure, dans les mêmes conditions, sur la base du rapport annexé à la présente délibération.

Ainsi, les avis du Comité Social Technique et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ont été recueillis en séances respectives des 7 novembre 2023 et 9 novembre 2023.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de déclarer sans suite pour motif d'intérêt général la procédure de concession de services pour la gestion et l'exploitation du centre aquatique,
- d'approuver le principe du recours à la concession de services pour la gestion et l'exploitation du centre aquatique ainsi que les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur concessionnaire, décrites dans le rapport sur les modes de gestion annexé à la présente délibération (annexe 8), pour une durée de 84 mois,
- d'autoriser M. le Maire à relancer une nouvelle procédure pour l'attribution d'une concession de services pour la gestion et l'exploitation du centre aquatique,
- d'autoriser M. le Maire ou son représentant, à lancer la procédure de concession de services (et effectuer notamment les publicités nécessaires), à mener les négociations avec les différents candidats conformément aux articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à prendre tous les actes nécessaires dans le cadre de cette procédure,
- d'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer tout document et à accomplir toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- Après avoir entendu l'exposé du rapporteur et en avoir délibéré
- Vu l'avis favorable de la commission municipale « *Finances, administration générale, ressources humaines* » du 29 novembre 2023,
- Vu l'avis favorable de la commission municipale « *Commerce-artisanat, développement économique, tourisme animation et événementiel* » du 21 novembre 2023,
- Déclare sans suite pour motif d'intérêt général la procédure de concession de services pour la gestion et l'exploitation du centre aquatique,
- Approuve le principe du recours à la concession de services pour la gestion et l'exploitation du centre aquatique ainsi que les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur concessionnaire, décrites dans le rapport sur les modes de gestion annexé à la présente délibération (annexe 8), pour une durée de 84 mois,
- Autorise M. le Maire à relancer une nouvelle procédure pour l'attribution d'une concession de services pour la gestion et l'exploitation du centre aquatique,
- Autorise M. le Maire ou son représentant, à lancer la procédure de concession de services (et effectuer notamment les publicités nécessaires), à mener les négociations avec les différents candidats conformément aux articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à prendre tous les actes nécessaires dans le cadre de cette procédure,
- Autorise M. le Maire ou son représentant à signer tout document et à accomplir toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté à 29 voix

4 contre (M. Lafitte, Mme Debarbieux, Mme Dupuy-Althabegoity, M. Hugo Maillos)

- pour extrait conforme
- ont signé au registre tous les membres présents

Le Maire,

Jean-François Irigoyen

